

civile à un moment où la majeure partie de l'effort national est consacré à la guerre. Cela veut dire, pour le Canada, qu'en plus de fournir hommes et matériel à ses propres armées, il doit assurer à la Grande-Bretagne et à ses alliés les vivres, les matières premières, les munitions et l'armement. La nécessité de capital humain est donc pressante non seulement pour les services—la Marine, l'Armée de terre et l'Armée de l'air—mais aussi pour la fabrication des munitions et fournitures de guerre.

Heureusement, l'armature financière du Canada avait atteint avant la guerre un tel degré de perfectionnement qu'elle put suffire et s'adapter aux besoins du pays. La tension imposée par la guerre et la tâche réalisée par le Canada d'absorber une proportion aussi élevée du coût direct de la guerre, tout en assurant à l'Angleterre une aide financière très considérable pour lui permettre de se procurer du matériel de guerre au Canada, en sont autant de preuves.

Au cours de la première guerre mondiale, la production canadienne de munitions s'était limitée aux obus et aux carabines. Aujourd'hui, navires et avions, mitrailleuses Bren, mitrailleuses lourdes, mitrailleuses Browning, mitraillettes, canons AA, canons anti-tanks, mortiers de tranchée, canons de 25 livres, canons de marine, tanks, transporteurs universels, etc., ne sont que quelques-unes des pièces d'armement produites en quantités suffisantes pour usage sur presque tous les fronts. En 1942, le Canada a fait au Royaume-Uni une contribution directe de munitions et de fournitures d'une valeur de \$1,000,000,000.

La guerre a suscité un grave problème du change sous la forme d'une rareté de dollars américains née de la nécessité croissante de nous procurer le matériel essentiel de guerre aux États-Unis. Tel qu'indiqué plus loin, il a pu en être disposé de façon très efficace grâce aux mesures adoptées par la Commission de Contrôle du Change étranger (voir ci-dessous) et aux dispositions prises en vertu de l'accord de Hyde Park.

Une revue du financement de l'effort de guerre canadien jusqu'au mois de juin 1941 a paru aux pp. xxxiv-xxxvi de l'Annuaire de 1941. Ce même sujet a été résumé et mis à jour jusqu'à 1942 dans le chapitre des Finances Publiques, pp. 757-760, de ce volume.

**Financement de l'effort de guerre du Canada en 1942.**—Pour faire face au gonflement rapide des dépenses du Dominion pour le compte de l'Angleterre et de ses autres alliés, de nouvelles augmentations très lourdes de taxes et un système d'épargne forcée ont été annoncés dans le budget déposé le 23 juin 1942. Les dépenses totales pour l'année fiscale 1942-43 sont estimées à plus de \$3,570,000,000 et peut-être \$3,900,000,000. Il a été calculé que les taxes existantes rapporteraient \$1,672,000,000, tandis qu'ont été annoncées de nouvelles taxes devant rapporter \$378,000,000 au cours de l'année fiscale et des taxes remboursables devant rapporter \$95,000,000 au cours de la présente année. Ceci laisse un montant approximatif de \$1,755,000,000 qu'il faudra défrayer par d'autres moyens dont le premier est le prêt volontaire.

Les principales augmentations sont celles des droits et taxes d'accise (devant rapporter \$66,000,000 en une année complète); de l'impôt sur le revenu personnel (\$115,000,000), lequel absorbe la taxe de la défense nationale; et la taxe sur les surplus de bénéfices (\$58,000,000). Les augmentations des taxes et droits d'accise sont destinées à ne peser que sur les denrées et les services considérés plus ou moins comme de luxe, tels que les spiritueux, le vin, la bière, le tabac, les eaux gazeuses, les bonbons, le téléphone, le télégraphe, le transport des voyageurs, les salles de danse, etc. En vertu des modifications apportées à l'impôt sur le revenu personnel,